

**INTERVIEW** ■ Dans *La Sobriété gagnante*, Benjamin Brice développe une vision alternative de l'économie

# « La sobriété peut être désirable »

Avec *La Sobriété gagnante*, le docteur en sciences politiques Benjamin Brice dresse de nouvelles pistes iconoclastes pour dénouer les difficultés françaises.

Propos recueillis par Sébastien Dubois

C'est « le » livre qui permet de décrypter tous les enjeux de la rentrée. Protection sociale, consommation, pouvoir d'achat, écologie, *La Sobriété gagnante* (Librinova) du chercheur Benjamin Brice n'esquive aucun sujet et explique en quoi « la sobriété peut être désirable ».

## ■ Comment est né le livre ?

Je ne suis pas parti du tout de la question de la sobriété, mais des différents problèmes que rencontre la France, au niveau social, économique et international. C'est seulement à partir de là que j'en suis venu à la sobriété comme alternative aux politiques actuellement mises en œuvre. Nous consommons trop d'un point de vue économique, d'un point de vue commercial - notre balance commerciale en atteste - ce qui nous empêche d'investir dans les dépenses d'avenir, comme la santé, l'éducation, la justice ou l'équilibre entre les territoires.

■ **Dans le discours politique, la sobriété n'est-elle pas le nouveau nom de l'austérité ?** Le mot sobriété



**BENJAMIN BRICE.** Docteur en sciences politiques, l'auteur de *La Sobriété gagnante* tente de dénouer les difficultés économiques et politiques françaises.

té a commencé à s'imposer dans le débat il y a quelques mois mais derrière ce mot, on met des politiques très différentes. La manière dont j'aborde cette notion est totalement opposée à l'austérité. Réduire notre consommation de biens et de matériaux importés permet de combler quelques points de notre déficit extérieur, de relocaliser, de baisser le taux de chômage, d'augmenter nos rentrées fiscales et donc de baisser nos transferts sociaux.

■ **Vous remettez en cause les politiques de compétitivité. Pourquoi ?** Ça fait plusieurs décennies que le principal objectif des politiques publiques est de rendre la France compétitive. Mais les résultats ne sont pas probants, ni en termes d'égalité ni en termes de balance commerciale. Et étant donné les pressions géopolitiques, ce n'est pas près de changer. Aujourd'hui, pour vivre à la hauteur de nos moyens, la sobriété est une nécessité. Plutôt que de regarder

vers la production et les exportations, il faut analyser la consommation et les importations.

■ **Vous insistez beaucoup sur la répartition des efforts à faire. Qui doit les entreprendre ?** C'est la question essentielle. La situation actuelle pèse surtout sur les classes populaires, à travers la stagnation des revenus et le chômage lié à la désindustrialisation. Les classes supérieures s'en sortent mieux. C'est à elles et aux entreprises qu'il faut de-

mander des efforts, sur la manière dont elles s'approvisionnent et consomment. Ce sont elles qui ont les marges de manœuvre. Si on compare les recettes de la sécurité sociale en 1990 et 2019, si on était resté au niveau de 1990, on aurait 190 milliards en plus de cotisations et la même chose en moins sur le déficit et les impôts. Pour baisser les cotisations sociales, on a augmenté les impôts, notamment indirects.

■ **En quoi la sobriété peut-elle aider à résoudre la crise des « budgets contraints » qui a nourri notamment les Gilets jaunes ?** C'est un phénomène méconnu : la hausse du poids des dépenses contraintes, alors que les revenus stagnent depuis la crise de 2008. Ça concerne notamment le coût du logement qui pèse surtout sur les locataires. L'autre sujet, c'est l'évolution des standards de consommation. La consommation de produits numériques a augmenté de 30 % en dix ans, alors que la consommation moyenne des Français n'a augmenté que de 9 %.

Un autre exemple, c'est la voiture : elles deviennent plus sophistiquées et surdimensionnées avec un surcoût évalué à 2,5 Smic supplémentaire. Et comme elles ne sont pas produites en France, le déficit commercial pour l'automobile n'arrête pas de se creuser.

■ **Les files d'attente qu'on a pu voir pendant la grève des raffineries devant les stations essence ne montrent-elles pas qu'il sera difficile de changer de système ?** Du fait de l'aménagement du territoire, énormément de Français ont un besoin vital de la voiture et d'essence. Et ce n'est pas dans une situation d'urgence qu'il faut agir sur ces besoins. Tout l'enjeu est de changer ses besoins et d'engager les réformes pour le faire sur le volume des voitures, le développement d'une alternative et une réflexion sur les bassins de vie et les bassins de travail. Sinon, ce que nous vivons aujourd'hui n'est qu'un avant-goût de ce que nous vivrons plus tard.

■ **N'est-ce pas l'une des difficultés pour faire « atterrir » l'écologie politique, comme peut le dire Bruno Latour ?** Aujourd'hui, il y a une nécessité, elle est écologique et s'impose à nous. La situation climatique se dégrade et la biodiversité disparaît peu à peu. Avec la situation géopolitique, l'énergie va devenir plus chère, notamment avec le coût des matières premières. Mais si on y met de nous-mêmes, la sobriété peut être désirable. C'est même le nœud de tous les problèmes de la France. La sobriété peut être gagnante pour le pays. C'est l'objectif de mon livre de l'expliquer. ■

## CONSEIL D'ÉTAT

### Les grands cormorans resteront protégés

**Le Conseil d'État a tranché : l'arrêté ministériel établissant les plafonds de grands cormorans pouvant être chassés sur la période 2022-2025 ne sera pas suspendu.**

C'était dans cette optique que la Fédération Nationale de la Pêche en France (FNPF) avait saisi en urgence le juge des référés. La fédération estimait que la réduction de ces plafonds et l'instauration de « quotas zéro » pour certains départements n'étaient justifiées par aucun élément nouveau par rapport à la période 2019-2022.

#### Les pêcheurs retoqués

Surtout, les pêcheurs s'alarmaient des dégâts potentiellement causés par le grand cormoran sur les espèces de poisson en danger ou menacées des étangs et des rivières. Une hypothèse que n'a pas retenue le juge des référés du Conseil

d'État, lequel indique dans son ordonnance qu'il « ne ressort ni des pièces du dossier ni des éléments recueillis à l'audience » du 8 novembre dernier que « la prédation des grands cormorans sur les plans et cours d'eau libres portent sur des espèces aquatiques protégées ou menacées une atteinte telle qu'elle imposait, à la date de l'arrêté litigieux » une quelconque dérogation aux dispositions de l'arrêté ministériel. Cette absence de preuve scientifique a pesé lourd dans la balance, le magistrat jugeant qu'il n'y avait par ailleurs aucune urgence à suspendre l'arrêté incriminé. À moins d'une nouvelle action devant la justice, la chasse aux grands cormorans devra donc se conformer, durant les trois prochaines années, aux plafonds édictés par le ministère de la Transition écologique. ■

ALP

## → VITE DIT

■ **« UN JOUR HISTORIQUE ».** Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a salué hier « un jour historique » après la reprise de Kherson, ville importante du sud de l'Ukraine, par les troupes de Kiev après le retrait des forces russes. « Notre peuple. À nous. Kherson », avait-il écrit sur Telegram quelques minutes plus tôt, accompagnant son court message du drapeau ukrainien bleu et jaune. De son côté, Emmanuel Macron a salué « le retour de Kherson à l'Ukraine, un pas important ». ■

■ **CARDINAL RICARD : ENQUÊTE DU VATICAN.** Le Vatican a annoncé hier l'ouverture d'une enquête préliminaire après les révélations d'un nouveau scandale d'agression sexuelle par le cardinal français Jean-Pierre Ricard, qui a avoué avoir eu, il y a 35 ans, une conduite « répréhensible avec une jeune fille de 14 ans ». Mardi, le parquet de Marseille avait annoncé avoir ouvert une enquête préliminaire après les aveux de l'ex-archevêque de Bordeaux, en retraite depuis 2019 dans les Alpes-de-Haute-Provence, qui ont provoqué un nouveau séisme dans l'Église. ■

### MACRON VA RENCONTRER XI JINPING.

Le président chinois Xi Jinping s'entretiendra avec Emmanuel Macron à l'occasion du sommet du G20 à Bali, la semaine prochaine, a annoncé hier le ministère chinois des Affaires étrangères. Le président français ne sera pas « dans une approche confrontationnelle » avec la Chine, a souligné la présidence française. Face aux enjeux mondiaux, du climat à l'économie, « nous avons besoin de tous les acteurs sur la scène internationale, les Américains aussi bien que les Chinois et les Indiens », a-t-elle dit. ■

### HANOUNA DÉRAPE ENCORE.

« Abruti », « tocard », « bouffon », « t'es une merde » : après avoir pris à partie en direct le député LFI Louis Boyard, l'animateur Cyril Hanouna est au centre d'une nouvelle polémique, qui suit de trois semaines ses propos contestés sur la justice et l'affaire Lola. Au lendemain de cet incident d'une violence verbale rare, Louis Boyard a réclamé hier une commission d'enquête parlementaire sur « les ingérences de Vincent Bolloré » dans les médias dont il est propriétaire. C'est le cas de C8 (groupe Canal +), chaîne où est diffusée l'émission de Cyril Hanouna « Touche pas à mon poste » (TPMP). ■

### Détenu radicalisé



Un ancien détenu radicalisé tenant des « propos incohérents » : la justice belge a livré de premiers éléments sur le profil de l'assassin présumé d'un policier jeudi soir à Bruxelles, un suspect qui avait cherché le matin même à être pris en charge par des psychiatres. Présenté comme « Yassine M. », un Belge de 32 ans né et domicilié à Bruxelles, le suspect était fiché par l'agence belge d'analyse de la menace terroriste, a révélé hier le parquet fédéral : « Il était connu de la justice pour des faits de droit commun qui lui ont valu d'être détenu entre 2013 et 2019. » ■